

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2008 B 02949

Numéro SIREN : 491 608 642

Nom ou dénomination : ODAS

Ce dépôt a été enregistré le 06/10/2021 sous le numéro de dépôt 54069

GREFFE TRIBUNAL DE
COMMERCE DE MONTREUIL

06 OCT. 2021

DEPOT N°

54069



COPIE CERTIFIEE CONFORME

Daniel ARGENSON
Président-Directeur Général

COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31/12/2020

SIREN

339 346 940 de la Gollus

92215 Saint Goud

SIREN 339 346 940 000022

2020

- SOMMAIRE -

Comptes annuels

2050 - Bilan Actif	3
2051 - Bilan Passif	4
2052 - Compte de résultat	5
2053 - Compte de résultat (suite)	6

Annexes

Annexe	8
Faits caractéristiques de l'exercice	9
Règles et méthodes comptables	10
2054 - Immobilisations	14
2055 - Amortissements	15
2056 - Provisions et dépréciations	16
2057 - Créances et dettes	17
Eléments relevant de plusieurs postes de bilan	18
Produits à recevoir et charges à payer	19
Produits et Charges constatés d'avance	20
Composition du capital social	21
Engagements en matière de retraites, pensions	22
Ventilation du chiffre d'affaires	23
Ventilation de l'impôt sur les bénéfices	24
Variation des capitaux propres	25
Engagements de crédit-bail	26
Engagements hors bilan	27
Accroissements et allègements de la dette future	28
Rémunération des dirigeants	29
Effectif moyen	30
Consolidation	31
Filiales et Participations	32

Comptes annuels

2050 - Bilan Actif

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2020	31/12/2019
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	1 248 134	1 235 868	12 266	22 179
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	1 044 000		1 044 000	1 044 000
Constructions	7 846 731	2 279 641	5 567 090	5 968 693
Installations techniques, matériel, outillage	140	140		
Autres immobilisations corporelles	1 937 243	1 818 401	118 842	178 058
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	37 000	37 000		37 000
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	75 794		75 794	107 014
ACTIF IMMOBILISE	12 189 043	5 371 051	6 817 992	7 356 944
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	10 317 280	7 544 280	2 773 000	2 773 000
Avances et acomptes versés sur commandes	1 500 684 595	24 994 000	1 475 690 595	1 539 390 115
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	1 074 715 718		1 074 715 718	1 356 601 325
Autres créances	9 854 236		9 854 236	5 979 384
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)				
Disponibilités	89 763 254		89 763 254	141 625 751
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	5 647 463		5 647 463	3 068 093
ACTIF CIRCULANT	2 690 982 547	32 538 280	2 658 444 267	3 049 437 668
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif	1 569		1 569	
TOTAL GENERAL	2 703 173 158	37 909 331	2 665 263 827	3 056 794 612

2051 - Bilan Passif

Rubriques	31/12/2020	31/12/2019
Capital social ou individuel (dont versé : 30 000 000)	30 000 000	30 000 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	3 000 000	3 000 000
Réserves statutaires ou contractuelles	10 800 000	10 800 000
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	-34 853 613	-8 464 193
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-22 453 646	-26 389 420
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	-13 507 259	8 946 387
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	655 936	1 871 367
Provisions pour charges	23 378 259	27 978 689
PROVISIONS	24 034 195	29 850 056
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	20 757	772 498
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		24 200
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	508 700 556	536 149 343
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 367 132 702	1 427 453 242
Dettes fiscales et sociales	8 236 004	6 108 264
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 687	1 751
Autres dettes	749 676 587	1 020 432 868
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	20 968 597	27 055 675
DETTES	2 654 736 891	3 017 997 841
Ecarts de conversion passif		328
TOTAL GENERAL	2 665 263 827	3 056 794 612

2052 - Compte de résultat

Rubriques	France	Exportation	31/12/2020	31/12/2019
Ventes de marchandises		233 260 166	233 260 166	287 160 481
Production vendue de biens				
Production vendue de services	402 800	57 997 890	58 400 691	247 003 963
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	402 800	291 258 057	291 660 857	534 164 443
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			6 381 525	10 343 663
Autres produits				34
PRODUITS D'EXPLOITATION			298 042 382	544 508 141
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			215 363 784	263 642 900
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			79 565 608	248 671 661
Impôts, taxes et versements assimilés			1 296 994	1 409 679
Salaires et traitements			14 385 420	12 744 667
Charges sociales			5 232 724	3 124 285
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			498 806	621 655
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions			495 000	1 718 176
Autres charges				6 001
CHARGES D'EXPLOITATION			316 838 336	531 939 025
RESULTAT D'EXPLOITATION			-18 795 954	12 569 115
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			503 636	1 414 905
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				682
Différences positives de change			4 966	88 190
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				3 921
PRODUITS FINANCIERS			508 602	1 507 697
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			906 888	
Intérêts et charges assimilées				1 505
Différences négatives de change			196 492	2 526
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				296
CHARGES FINANCIERES			1 103 380	4 327
RESULTAT FINANCIER			-594 778	1 503 370
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-19 390 733	14 072 486

2053 - Compte de résultat (suite)

Rubriques	31/12/2020	31/12/2019
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	131 490	260 632
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	27 978 689	129 900
PRODUITS EXCEPTIONNELS	28 110 179	390 531
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	6 882 206	1 363 277
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	90	5 600 585
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	22 509 940	28 008 689
CHARGES EXCEPTIONNELLES	29 392 236	34 972 550
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-1 282 057	-34 582 019
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		1 038 315
Impôts sur les bénéfices	1 780 857	4 841 571
TOTAL DES PRODUITS	326 661 163	546 406 369
TOTAL DES CHARGES	349 114 809	572 795 789
BENEFICE OU PERTE	-22 453 646	-26 389 420

Annexes

ANNEXE

Annexe au bilan et au compte de résultat, avant répartition, de l'exercice clos le 31 décembre 2020, dont le total est :

Total Bilan	2 665 263 827,16
Total Produits	326 661 162,57
Total Charges	349 114 808,78
Résultat	-22 453 646,21

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement 2016-07 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 26 décembre 2016 relatif au Plan Comptable Général.

L'exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période du 01 janvier 2020 au 31 décembre 2020.

Les notes et tableaux en pages n°8 à 32 font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 28 juin 2021 par les Membres du Conseil d'Administration de la Société.

Les chiffres figurant à l'annexe sont mentionnés en EUROS sauf indication contraire précisée par le sigle des monnaies étrangères.

Pour la conversion en EUROS des opérations effectuées en devises étrangères, les taux de conversion retenus au 31 décembre 2020, sont ceux communiqués par la Banque de France, soit :

Dollar US	EUR	à	1,2271	USD
Riyal saoudien	EUR	à	4,5828	SAR

FAITS CARACTERISTIQUES

GOUVERNANCE ET ORIENTATIONS STRATEGIQUES

La mise en oeuvre du Plan de Sauvegarde de l'Emploi (PSE) se poursuit conformément à ce qui était prévu au moment de son entrée en vigueur, ce qui a résulté en une reprise nette de la provision à hauteur de 5.5 M€ sur l'exercice 2020.

FILIALES A L'ETRANGER

Au Liban, les formalités visant à fermer la totalité des implantations (L'Orient SARL et l'Orient Holding SAL) ont été achevées.

Devant l'échec des négociations avec les entités liées au fournisseur défaillant au titre du dossier dit "SLH" qui comporte trois volets, le conseil d'administration a donné mandat au PDG afin de soumettre une demande en arbitrage et de tenter, en parallèle, de résoudre amiablement les litiges avec différentes entités concernées du groupe AL MISEHAL. Notamment, le 3 juin 2020, ANKA a soumis une requête en demande d'arbitrage auprès de la CCI-Paris dans son litige l'opposant à la société LUJAIN AL SHARQ afin d'être indemnisée de l'ensemble de son préjudice au titre du contrat Services Level Agreement (SLA).

PROGRAMMES EN COURS

COVID-19 : l'année 2020 a été marquée par la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19. Conformément aux exigences et recommandations gouvernementales, la société a mis en place les mesures nécessaires pour protéger ses salariés, notamment avec l'instauration du télétravail sans toutefois recourir à des mesures de chômage partiel. Les restrictions sanitaires ont également fortement affecté les clients de la société. Si ces restrictions n'ont pas eu d'impact important sur le calendrier de livraison, des ralentissements sont constatés sur le chantier LEX et sur l'ensemble des formations, pénalisant la progression du chiffre d'affaires. Cela a également affecté les jalons de paiement prévus aux contrats. La société n'est cependant pas en mesure d'évaluer précisément les conséquences de cette crise sur ses états financiers au 31 décembre 2020. Par ailleurs, cette crise n'étant pas résolue à la date d'arrêt des comptes, la société ne peut pas davantage en évaluer les conséquences qui perdureront sur l'exercice en cours.

MOF / SFMC : les livraisons d'équipements se poursuivent, mais des prestations sur site sont retardées en l'absence de "fournitures locales client" (BUFES). Dans le cadre de la revue annuelle du contrat, la société considère qu'il est plus probable qu'improbable que le radar COBRA ne sera pas livré dans le cadre du contrat du fait des restrictions allemandes sur sa licence BAFA. A ce titre, cet article a été retiré du calcul de la marge à terminaison, dont le traitement est exposé au paragraphe F) des Règles et Méthodes comptables.

RSNF / LEX : le retard additionnel sur le chantier, principalement causé par la situation exposée ci-dessus est estimé à une année. Dans le cadre de la revue annuelle du contrat, il a été comptabilisé une perte à terminaison comme indiqué au paragraphe F) des Règles et Méthodes comptables.

RSNF / AMWAJ : les travaux de clôture définitive avec le client ne progressent plus depuis le 4ème trimestre. Aucune régularisation des retards de paiements n'est enregistrée.

RSAF / MRTT 5 : les travaux de clôture définitive ne progressent pas.

RSADF et RSLF : les contrats OASIS 8, SLBS 4 et MILAN 5 sont clôturés avec, pour ce dernier, paiement du solde au début de l'année 2021.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation :

A la date d'arrêté des comptes, le Conseil d'administration estime que la Société sera en mesure de couvrir les besoins de financement de son activité prévue jusqu'au troisième trimestre 2022 sur la base des principaux éléments suivants :

- le niveau de la trésorerie nette au 31 décembre 2020, qui s'élève à 89.8 M€ ;
- l'encaissement de nouvelles échéances de la part de son client d'un montant total de 80 M€ en juin 2021 ;
- la révision du calendrier de paiement de ses fournisseurs industriels, actionnaires de la Société ;
- les prévisions de consommation de la trésorerie par l'activité de la Société sur l'exercice 2021 et le premier semestre 2022.

Des tests de résistance ("stress test") consistant à simuler des conditions économiques et financières extrêmes mais plausibles ont été menés afin d'évaluer la capacité de résistance de la Société à de telles situations notamment au regard de sa solvabilité.

Les projections de trésorerie réalisées à partir des hypothèses retenues permettent au Conseil d'administration de la Société de retenir le principe de continuité d'exploitation et d'arrêter les comptes de l'exercice 2020.

Il convient toutefois de noter que ces hypothèses comportent un certain nombre d'incertitudes et d'aléas susceptibles d'affecter ces projections, liés aux facteurs de risque suivants :

- l'impact futur de la crise sanitaire consécutive à la pandémie Covid-19 sur les capacités d'opérer de la Société, de ses fournisseurs et de son client unique, ainsi que sur le projet de cession du patrimoine immobilier ;
- le non-respect des engagements pris envers la Société par ses actionnaires en leur qualité de fabricants et fournisseurs industriels ;
- le non-respect des engagements pris envers la Société par son client, un Etat souverain membre du G20 ;
- la survenance de litiges avec des parties privées ou publiques autres que ceux d'ores et déjà identifiés sur l'ensemble des territoires d'opération de la Société.

Au-delà de son horizon de liquidité du troisième trimestre 2022, la Société aura besoin de fonds supplémentaires. Des mesures sont déjà mises en œuvre par la Direction pour y parvenir.

- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre

Aucune modification n'a été effectuée en 2020 par rapport à l'exercice précédent dans les règles et méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels.

- Indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

A) IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES :

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés en fonction de la durée de vie prévue, en mode linéaire ou dégressif, selon le tableau ci-dessous :

	LINEAIRE DEGRESSIF	DUREE	
		FRANCE	ETRANGER
Études, logiciels informatiques	L	3 à 5 ans	3 à 5 ans
Constructions	L	20 ans	-
Agencements, aménagements et installations	L ou D	5 à 10 ans	3 à 10 ans
Matériel et outillage	L ou D	5 ans	5 ans
Matériel de transport	L	4 ans	3 ans
Matériel de bureau	L ou D	2 à 5 ans	5 ans
Matériel informatique	D	3 à 5 ans	3 à 5 ans
Mobilier de bureau	L	10 ans	5 ans
Matériels et équipements divers	L ou D	3 à 5 ans	3 à 5 ans

B) PARTICIPATIONS, AUTRES TITRES IMMOBILISES, VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT :

· Titres de Participation

La valeur d'inventaire a été déterminée en fonction de l'actif net des filiales et participations. Lorsqu'elle est inférieure à la valeur d'acquisition des titres, il est constitué une dépréciation. Au 31/12/2020 les titres de la filiale ARMINTEX ont été dépréciés à 100 %.

C) STOCKS :

A la clôture 2020, la société ODAS est propriétaire d'un stock de marchandises dont les perspectives de revente sont pour partie très incertaines. En conséquence il a été déprécié à hauteur de 7 544 K€.

D) CREANCES :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

E) OPERATIONS EN DEVISES :

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours des devises en fin d'exercice. La différence résultant de la conversion des dettes, créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "écart de conversion". Les pertes et gains latents sur créances et dettes en monnaies étrangères ont été pris en compte pour la détermination du résultat fiscal.

Les écarts de conversion sur disponibilités sont portés en pertes et gains de change.

F) RECONNAISSANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES :

Une analyse par contrat des conditions de livraison des produits ou de réalisation des prestations de services est réalisée afin de définir la méthode de reconnaissance du chiffre d'affaires.

Les principales options comptables retenues à ce titre sont détaillées ci-après :

La société peut être amenée à appliquer la méthode comptable dite à l'avancement pour la reconnaissance du revenu de certains contrats ou partie de contrats dès lors que les critères suivants sont remplis :

- Exécution du contrat sur plusieurs exercices ;
- Complexité significative de l'exécution du contrat (Recherche et Développement, réalisation pouvant être soumise à des aléas, difficulté d'approvisionnement...) ;
- Capacité de l'entreprise à suivre de façon objective l'avancement de la prestation au fur et à mesure de l'exécution réelle du contrat ainsi que sa marge à terminaison.

Si l'ensemble de ces critères sont remplis et que la méthode de reconnaissance du revenu à l'avancement reflète la meilleure vision économique qu'a la société, alors cette dernière est appliquée.

Après analyse par la société de ses contrats, cette méthode comptable est appliquée pour les contrats LEX et SFMC.

L'avancement est déterminé sur la base de l'avancement technique déclaré par les sous-traitants.

Les jalons de facturation définis contractuellement peuvent être décorrélés de l'avancement technique. De fait, les produits reconnus au titre des contrats long terme sont ajustés par la constatation de factures à établir ou de produits constatés d'avance.

Lorsque la marge estimée à terminaison est négative, la perte à terminaison est constatée immédiatement en résultat sous déduction de la perte déjà comptabilisée à l'avancement, et fait l'objet d'une provision.

A la clôture 2020, dans le cadre de l'estimation de la marge à terminaison, il a été procédé au calcul d'un pourcentage d'avancement global sur ces 2 contrats. L'analyse de la marge à terminaison du contrat LEX a conduit à la constatation d'une provision pour perte à terminaison de 495 000 €.

Assistance technique à régulariser

Pour les prestations d'assistance technique à régulariser, les produits et les charges afférents aux commandes correspondantes sont pris en compte dans l'exercice au cours duquel les commandes client sont signées.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Honoraires des Commissaires aux Comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes pour leur mission légale d'audit au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2020 s'élèvent à :

- 104 250 € HT hors frais et débours pour KPMG Audit.
- 26 606 € HT hors frais et débours pour RSM.

PRÉCISIONS SUR CERTAINS POSTES SPÉCIFIQUES DES ETATS FINANCIERS

Résultat Exceptionnel

Ce résultat résulte essentiellement d'opérations exceptionnelles :

- Les mouvements enregistrés en 2020 concernant le Plan Sauvegarde Emploi signé en 2019,
- Une provision pour pénalités fiscales d'un montant de 1 546 343 € et le règlement d'un contentieux pour 535 000 €.

REGIME D'INTEGRATION FISCALE DES GROUPES DE SOCIETES

Dans le cadre du régime d'intégration fiscale, ODAS est la Société Tête du groupe intégré qu'elle compose avec ARMINTEX.

La convention d'intégration entre la société du groupe prévoit qu'ODAS soit la seule redevable de l'impôt sur les sociétés dû par la filiale, et que cette dernière se trouve dans une situation comparable à celle qui serait la sienne si elle était imposée séparément.

Dans l'hypothèse où la filiale, après avoir été déficitaire, redevient bénéficiaire, elle peut imputer sur son bénéfice les déficits antérieurement subis, pour le calcul de l'impôt dû à la société mère qui rétrocède ainsi l'économie antérieurement réalisée.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Au titre du contrat SFMC, la Société a reçu du client en juin 2021 des paiements venant régulariser une échéance en retard.

2054 - Immobilisations

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 248 134		
Terrains	1 044 000		
Dont composants	7 656 000		
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.	190 731		
Install. techniques, matériel et outillage ind.	140		
Installations générales, agenc., aménag.	61 705		
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	1 895 993		28 164
Emballages récupérables et divers	46 175		
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	10 894 745		28 164
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	37 000		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	107 014		
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	144 014		
TOTAL GENERAL	12 286 893		28 164

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			1 248 134	
Terrains			1 044 000	
Constructions sur sol propre			7 656 000	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.			190 731	
Installations techn., matériel et outillages ind.			140	
Installations générales, agencements divers			61 705	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier		94 794	1 829 363	
Emballages récupérables et divers			46 175	
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		94 794	10 828 115	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			37 000	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		31 220	75 794	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		31 220	112 794	
TOTAL GENERAL		126 014	12 189 043	

2055 - Amortissements

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 225 955	9 912		1 235 868
Terrains				
Constructions sur sol propre	1 766 124	382 800		2 148 924
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.	111 915	18 803		130 718
Installations techniques, matériel et outillage industriels	140			140
Installations générales, agenc. et aménag. divers	56 241	2 831		59 072
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 738 851	80 385	94 704	1 724 532
Emballages récupérables, divers	30 723	4 075		34 797
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 703 993	488 894	94 704	4 098 183
TOTAL GENERAL	4 929 949	498 806	94 704	5 334 051

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	

FRAIS ETBL**AUT. INC.**

Terrains
 Construct.
 - sol propre
 - sol autrui
 - installations
 Install. Tech.
 Install. Gén.
 Mat. Transp.
 Mat bureau
 Embal récup.

CORPOREL.**Acquis. titre****TOTAL**

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
---	------------------	---------------	-----------	----------------

Frais d'émission d'emprunts à étaler
 Primes de remboursement des obligations

2056 - Provisions et dépréciations

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges	1 862 000		1 712 000	150 000
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme		495 000		495 000
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change		1 569		1 569
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	27 988 056	23 378 259	27 978 689	23 387 626
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	29 850 056	23 874 828	29 690 689	24 034 195
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation		37 000		37 000
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours	7 544 280			7 544 280
Dépréciations comptes clients				
Autres dépréciations	24 994 000			24 994 000
DEPRECIATIONS	32 538 280	37 000		32 575 280
TOTAL GENERAL	62 388 336	23 911 828	29 690 689	56 609 475
Dotations et reprises d'exploitation		495 000	1 712 000	
Dotations et reprises financières		906 888		
Dotations et reprises exceptionnelles		22 509 940	27 978 689	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

2057 - Créances et dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	75 794	23 348	52 445
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	1 074 715 718	1 074 715 718	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	6 572	6 572	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	1 573 144	1 573 144	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	3 727 200	3 727 200	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	3 724 066	3 724 066	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	517 575	517 575	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	305 680	305 680	
Charges constatées d'avance	5 647 463	5 638 679	8 783
TOTAL GENERAL	1 090 293 211	1 090 231 982	61 229

Montant des prêts accordés en cours d'exercice

Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice

Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	20 757	20 757		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	1 367 132 702	1 367 132 702		
Personnel et comptes rattachés	2 397 846	2 397 846		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 080 772	2 080 772		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée				
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	3 757 387	3 757 387		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 687	1 687		
Groupe et associés	8 264	8 264		
Autres dettes	749 668 323	749 668 323		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	20 968 597	20 968 597		
TOTAL GENERAL	2 146 036 335	2 146 036 335		

Emprunts souscrits en cours d'exercice

Emprunts remboursés en cours d'exercice

24 200

Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

Eléments relevant de plusieurs postes de bilan

Rubriques	Entreprises liées	Participations	Dettes, créances en effets comm.
ACTIF IMMOBILISE			
Capital souscrit non appelé			
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles			
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles			
Participations		37 000	
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières			
<hr/>			
ACTIF CIRCULANT			
Avances et acomptes versés sur commandes	27 160 635		
Créances clients et comptes rattachés			
Autres créances			
Capital souscrit appelé, non versé			
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités			
<hr/>			
DETTES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes		8 264	

Produits à recevoir et charges à payer

Produits à recevoir

Créances	Montant
IMMOBILISATION FINANCIERES	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
CREANCES	
Créances clients et comptes rattachés	605 011 108
Autres	2 192 996
DISPONIBILITES	9 723
TOTAL	607 213 827

Charges à payer

Dettes	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	8 900
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	986 861 739
Dettes fiscales et sociales	6 938 909
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	49 728 706
TOTAL	1 043 538 254

Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance

Produits d'exploitation	Montant
Prestations de services export	3 504 466
Ventes de marchandises	17 464 131
TOTAL	20 968 597

Charges constatées d'avance

Charges d'exploitation	Montant
ACHATS	
Achats de marchandises	3 340 438
Petits équipements	
SERVICES EXTERIEURS	
Prestations services Export	1 792 944
Locations	32 624
Charges de copropriété	86 505
Entretien, maintenance	31 705
Primes d'assurances	322 076
Documentation	6 970
AUTRES SERVICES EXTERIEURS	
Honoraires	10 508
Frais postaux et Téléphone, Internet	5 078
Publicité, publications, relations publiques	
Déplacements, missions, visas	12 114
Abonnements	6 500
IMPOT, TAXES ET VERS.ASSIMILES	
TOTAL	5 647 463

Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	3 000 000			10
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Indemnités conventionnelles et primes de départ en retraite

Suite à l'accord collectif mettant en place un Plan de Sauvegarde de l'Emploi signé par la Société et l'Organisation Syndicale représentative le 29 mai 2019, il avait été constaté que la possibilité était ouverte pour ODAS de se faire restituer le fonds spécifique constitué pour couvrir les indemnités de fin de carrière de ses salariés.

Dans ce cadre et au titre de l'année 2020, ODAS a reçu une partie de ce fonds spécifique pour un montant de 1 258 625.68 €.

La valeur de clôture de ce fonds au 31 décembre 2020 est de 1 557 012,86 €.

Ventilation du chiffre d'affaires

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2020	Total 31/12/2019	%
MARCHANDISES		233 260 166	233 260 166	287 160 481	-18,77 %
SERVICES	402 800	57 997 890	58 400 691	247 003 963	-76,36 %

Le montant du chiffres d'affaires relatif
aux contrats à long terme (contrats LEX
et SFMC) est enregistré partiellement en
factures à établir, à l'actif du bilan, à
hauteur de :

Contrat SFMC : 289 375 939.23

Contrat LEX : 247 746 951.83

TOTAL	402 800	291 258 057	291 660 857	534 164 444	-45,40 %
--------------	----------------	--------------------	--------------------	--------------------	-----------------

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	Résultat avant impôts	Impôts	Net
Résultat courant	-19 390 733		-19 390 733
Résultat exceptionnel	-1 282 057		-1 282 057
Carry Back		-333 333	333 333
Impôt Etranger		2 114 190	-2 114 190

RESULTAT COMPTABLE AVANT INTEGRATION FISCALE DE LA FILIALE	-20 672 789	1 780 857	-22 453 646
---	--------------------	------------------	--------------------

INCIDENCE DE L'INTEGRATION FISCALE

Déficit fiscal ARMINTEX : -5 034

RESULTAT COMPTABLE APRES INTEGRATION FISCALE DE LA FILIALE	-20 672 789	1 780 857	-22 453 646
---	--------------------	------------------	--------------------

Variation des capitaux propres

Exprimé en €

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capital social		30 000 000
Réserve légale		3 000 000
Réserves statutaires ou contractuelles		10 800 000
Report à nouveau		-8 464 193
Résultat de l'exercice		-26 389 420
Provisions réglementées		
SOLDE		8 946 387
Variations en cours d'exercice		En moins En plus
Capital social		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Report à nouveau		26 389 420
Résultat de l'exercice	22 453 646	
Résultat de l'exercice n-1	26 389 420	
Provisions réglementées		
Dividendes versés		
Autres variations		
SOLDE		22 453 646
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		-13 507 259

Engagements de crédit-bail

Rubriques	Terrains	Constructions	Matériel outillage	Autres immobilisations	Total
VALEUR D'ORIGINE				69 264	69 264
AMORTISSEMENTS					
Cumul exercices antérieurs				55 464	55 464
Exercice en cours				4 830	4 830
TOTAL				60 294	60 294
VALEUR NETTE				8 970	8 970
REDEVANCES PAYEES					
Cumul exercices antérieurs				46 213	46 213
Exercice en cours				14 676	14 676
TOTAL				60 889	60 889
REDEVANCES A PAYER					
A un an au plus				5 876	5 876
A plus d'un an et moins de 5 ans				8 813	8 813
A plus de cinq ans					
TOTAL				14 689	14 689
VALEUR RESIDUELLE				8 970	8 970
Montant pris en charge ds exerc.				14 676	14 676

Engagements hors bilan

Rubriques	Montant hors bilan
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pension	
<hr/>	
Autres engagements donnés	
<hr/>	
	NEANT
<hr/>	
TOTAL	

Accroissements et allègements de la dette future d'impôts

Nature des différences temporaires	Montant
<u>Augmentations du résultat fiscal futur</u>	
Charges déduites et non encore comptabilisées	
Total des accroissements de la dette future d'impôts	0
<u>Diminutions du résultat fiscal futur</u>	
Charges non déductibles temporairement :	
Contribution sociale de solidarité	833 049
Provision PSE	20 141 555
Dépréciation titres ARMINTEX	37 000
Dépréciation situation nette négative ARMINTEX	868 319
Perte à terminaison LEX sur travaux non exécutés	495 000
Provision dépréciation des acomptes	24 994 000
Contentieux	150 000
Annulation de marge à l'avancement SFMC	11 165 691
Produits imposés et non encore comptabilisés :	
Eléments à imputer :	
Déficit fiscal reporté en avant	4 678 889
Total des allègements de la dette future d'impôts	17 999 987

Rémunération des dirigeants

Information non fournie car aboutissant à une divulgation de rémunération individuelle

Exprimé en €

Rubriques	Total dirigeants	Organes		
		Administration	Direction	Surveillance

Engagements financiers

Engagements de retraite

Avances et crédits alloués

Rémunérations allouées

Conditions de prêts consentis au cours de l'exercice :

Remboursements opérés pendant l'exercice :

Effectif moyen

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
PERSONNELS SALARIES TITULAIRES D'UN CONTRAT DE TRAVAIL DE DROIT FRANCAIS		
CADRES :	65	
AGENTS DE MAITRISE :	9	
(PERSONNELS TITULAIRES D'UN CONTRAT DE TRAVAIL DE DROIT LOCAL : EFFECTIF MOYEN 36.58)		
TOTAL		74

Consolidation

Depuis 2017 ODAS publie des comptes consolidés. Le périmètre est constitué des sociétés suivantes, détenues à 100 % :

- ARMINTEX
- ANKA, société de droit saoudien.

Liste des filiales et participations

Filiales (plus de 50 %)	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Q.P Détenue	Val brute Titres	Val nette Titres	Prêts, Avances et Cautions	Chiffre d'Affaires	Résultat
ARMINTEX	37 000	-728 912	100%	37 000	0		0	-868 319
Participations (10 à 50%)	Capital	Capitaux propres	Q.P Détenue	Val brute Titres	Val nette Titres	Prêts, Avances et Cautions	Chiffre d'Affaires	Résultat
Autres Participations	Capital	Capitaux propres	Q.P Détenue	Val brute Titres	Val nette Titres	Prêts, Avances et Cautions	Chiffre d'Affaires	Résultat



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

RSM Paris
26, rue Cambacérés
75008 Paris
France

ODAS S.A.

***Rapport des commissaires aux comptes sur les
comptes annuels***

Exercice clos le 31 décembre 2020
ODAS S.A.
339, Bureaux de la Colline - 92213 Saint-Cloud
Ce rapport contient 35 pages



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

RSM Paris
26, rue Cambacérés
75008 Paris
France

ODAS S.A.

Siège social : 339, Bureaux de la Colline - 92213 Saint-Cloud

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

A l'assemblée générale de la société ODAS S.A.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société ODAS S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans la note « Continuité de l'exploitation » des règles et méthodes comptables de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation », nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- **Reconnaissance du revenu à l'avancement**

Votre société reconnaît les résultats sur les contrats à long terme selon les modalités décrites dans le paragraphe « F) Reconnaissance du chiffre d'affaires » de la note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe. Ces résultats sont dépendants des estimations à terminaison réalisées par les responsables de suivi des contrats sous le contrôle de la direction générale.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté notamment à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les évaluations des résultats à terminaison de ces contrats, à revoir les calculs effectués par la société, à comparer les évaluations des résultats à terminaison des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction générale.

- **Valorisation de la provision pour restructuration**

Votre société enregistre une provision pour restructuration selon la méthode et les modalités décrites dans la note « Indemnités conventionnelles et primes de départ en retraite » de l'annexe.

Nos travaux ont notamment consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués par la société, à comparer les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes, à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction et à vérifier que la note ci-avant fournit une information appropriée.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'assemblée générale des actionnaires d'ODAS.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Les commissaires aux comptes

Paris La Défense, le 8 septembre 2021

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



François Quédiniac
Associé

Paris, le 8 septembre 2021

RSM Paris



Stéphane Marie
Associé



2020

- SOMMAIRE -

Comptes annuels

2050 - Bilan Actif	3
2051 - Bilan Passif	4
2052 - Compte de résultat	5
2053 - Compte de résultat (suite)	6

Annexes

Annexe	8
Faits caractéristiques de l'exercice	9
Règles et méthodes comptables	10
2054 - Immobilisations	14
2055 - Amortissements	15
2056 - Provisions et dépréciations	16
2057 - Créances et dettes	17
Eléments relevant de plusieurs postes de bilan	18
Produits à recevoir et charges à payer	19
Produits et Charges constatés d'avance	20
Composition du capital social	21
Engagements en matière de retraites, pensions	22
Ventilation du chiffre d'affaires	23
Ventilation de l'impôt sur les bénéfices	24
Variation des capitaux propres	25
Engagements de crédit-bail	26
Engagements hors bilan	27
Accroissements et allègements de la dette future	28
Rémunération des dirigeants	29
Effectif moyen	30
Consolidation	31
Filiales et Participations	32

Comptes annuels

2050 - Bilan Actif

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2020	31/12/2019
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	1 248 134	1 235 868	12 266	22 179
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	1 044 000		1 044 000	1 044 000
Constructions	7 846 731	2 279 641	5 567 090	5 968 693
Installations techniques, matériel, outillage	140	140		
Autres immobilisations corporelles	1 937 243	1 818 401	118 842	178 058
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	37 000	37 000		37 000
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	75 794		75 794	107 014
ACTIF IMMOBILISE	12 189 043	5 371 051	6 817 992	7 356 944
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	10 317 280	7 544 280	2 773 000	2 773 000
Avances et acomptes versés sur commandes	1 500 684 595	24 994 000	1 475 690 595	1 539 390 115
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	1 074 715 718		1 074 715 718	1 356 601 325
Autres créances	9 854 236		9 854 236	5 979 384
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)				
Disponibilités	89 763 254		89 763 254	141 625 751
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	5 647 463		5 647 463	3 068 093
ACTIF CIRCULANT	2 690 982 547	32 538 280	2 658 444 267	3 049 437 668
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif	1 569		1 569	
TOTAL GENERAL	2 703 173 158	37 909 331	2 665 263 827	3 056 794 612

2051 - Bilan Passif

Rubriques	31/12/2020	31/12/2019
Capital social ou individuel (dont versé : 30 000 000)	30 000 000	30 000 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	3 000 000	3 000 000
Réserves statutaires ou contractuelles	10 800 000	10 800 000
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	-34 853 613	-8 464 193
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-22 453 646	-26 389 420
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	-13 507 259	8 946 387
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	655 936	1 871 367
Provisions pour charges	23 378 259	27 978 689
PROVISIONS	24 034 195	29 850 056
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	20 757	772 498
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		24 200
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	508 700 556	536 149 343
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 367 132 702	1 427 453 242
Dettes fiscales et sociales	8 236 004	6 108 264
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 687	1 751
Autres dettes	749 676 587	1 020 432 868
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	20 968 597	27 055 675
DETTES	2 654 736 891	3 017 997 841
Ecart de conversion passif		328
TOTAL GENERAL	2 665 263 827	3 056 794 612

2052 - Compte de résultat

Rubriques	France	Exportation	31/12/2020	31/12/2019
Ventes de marchandises		233 260 166	233 260 166	287 160 481
Production vendue de biens				
Production vendue de services	402 800	57 997 890	58 400 691	247 003 963
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	402 800	291 258 057	291 660 857	534 164 443
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			6 381 525	10 343 663
Autres produits				34
PRODUITS D'EXPLOITATION			298 042 382	544 508 141
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			215 363 784	263 642 900
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			79 565 608	248 671 661
Impôts, taxes et versements assimilés			1 296 994	1 409 679
Salaires et traitements			14 385 420	12 744 667
Charges sociales			5 232 724	3 124 285
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			498 806	621 655
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions			495 000	1 718 176
Autres charges				6 001
CHARGES D'EXPLOITATION			316 838 336	531 939 025
RESULTAT D'EXPLOITATION			-18 795 954	12 569 115
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			503 636	1 414 905
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				682
Différences positives de change			4 966	88 190
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				3 921
PRODUITS FINANCIERS			508 602	1 507 697
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			906 888	
Intérêts et charges assimilées				1 505
Différences négatives de change			196 492	2 526
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				296
CHARGES FINANCIERES			1 103 380	4 327
RESULTAT FINANCIER			-594 778	1 503 370
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-19 390 733	14 072 486

2053 - Compte de résultat (suite)

Rubriques	31/12/2020	31/12/2019
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	131 490	260 632
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	27 978 689	129 900
PRODUITS EXCEPTIONNELS	28 110 179	390 531
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	6 882 206	1 363 277
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	90	5 600 585
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	22 509 940	28 008 689
CHARGES EXCEPTIONNELLES	29 392 236	34 972 550
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-1 282 057	-34 582 019
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		1 038 315
Impôts sur les bénéfices	1 780 857	4 841 571
TOTAL DES PRODUITS	326 661 163	546 406 369
TOTAL DES CHARGES	349 114 809	572 795 789
BENEFICE OU PERTE	-22 453 646	-26 389 420

Annexes

ANNEXE

Annexe au bilan et au compte de résultat, avant répartition, de l'exercice clos le 31 décembre 2020, dont le total est :

Total Bilan	2 665 263 827,16
Total Produits	326 661 162,57
Total Charges	349 114 808,78
Résultat	-22 453 646,21

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement 2016-07 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 26 décembre 2016 relatif au Plan Comptable Général.

L'exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période du 01 janvier 2020 au 31 décembre 2020.

Les notes et tableaux en pages n°8 à 32 font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 28 juin 2021 par les Membres du Conseil d'Administration de la Société.

Les chiffres figurant à l'annexe sont mentionnés en EUROS sauf indication contraire précisée par le sigle des monnaies étrangères.

Pour la conversion en EUROS des opérations effectuées en devises étrangères, les taux de conversion retenus au 31 décembre 2020, sont ceux communiqués par la Banque de France, soit :

Dollar US	EUR	à	1,2271	USD
Riyal saoudien	EUR	à	4,5828	SAR

FAITS CARACTERISTIQUES

GOUVERNANCE ET ORIENTATIONS STRATEGIQUES

La mise en oeuvre du Plan de Sauvegarde de l'Emploi (PSE) se poursuit conformément à ce qui était prévu au moment de son entrée en vigueur, ce qui a résulté en une reprise nette de la provision à hauteur de 5.5 M€ sur l'exercice 2020.

FILIALES A L'ETRANGER

Au Liban, les formalités visant à fermer la totalité des implantations (L'Orient SARL et l'Orient Holding SAL) ont été achevées.

Devant l'échec des négociations avec les entités liées au fournisseur défaillant au titre du dossier dit "SLH" qui comporte trois volets, le conseil d'administration a donné mandat au PDG afin de soumettre une demande en arbitrage et de tenter, en parallèle, de résoudre amiablement les litiges avec différentes entités concernées du groupe AL MISEHAL. Notamment, le 3 juin 2020, ANKA a soumis une requête en demande d'arbitrage auprès de la CCI-Paris dans son litige l'opposant à la société LUJAIN AL SHARQ afin d'être indemnisée de l'ensemble de son préjudice au titre du contrat Services Level Agreement (SLA).

PROGRAMMES EN COURS

COVID-19 : l'année 2020 a été marquée par la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19. Conformément aux exigences et recommandations gouvernementales, la société a mis en place les mesures nécessaires pour protéger ses salariés, notamment avec l'instauration du télétravail sans toutefois recourir à des mesures de chômage partiel. Les restrictions sanitaires ont également fortement affecté les clients de la société. Si ces restrictions n'ont pas eu d'impact important sur le calendrier de livraison, des ralentissements sont constatés sur le chantier LEX et sur l'ensemble des formations, pénalisant la progression du chiffre d'affaires. Cela a également affecté les jalons de paiement prévus aux contrats. La société n'est cependant pas en mesure d'évaluer précisément les conséquences de cette crise sur ses états financiers au 31 décembre 2020. Par ailleurs, cette crise n'étant pas résolue à la date d'arrêt des comptes, la société ne peut pas davantage en évaluer les conséquences qui perdureront sur l'exercice en cours.

MOF / SFMC : les livraisons d'équipements se poursuivent, mais des prestations sur site sont retardées en l'absence de "fournitures locales client" (BUFES). Dans le cadre de la revue annuelle du contrat, la société considère qu'il est plus probable qu'improbable que le radar COBRA ne sera pas livré dans le cadre du contrat du fait des restrictions allemandes sur sa licence BAFA. A ce titre, cet article a été retiré du calcul de la marge à terminaison, dont le traitement est exposé au paragraphe F) des Règles et Méthodes comptables.

RSNF / LEX : le retard additionnel sur le chantier, principalement causé par la situation exposée ci-dessus est estimé à une année. Dans le cadre de la revue annuelle du contrat, il a été comptabilisé une perte à terminaison comme indiqué au paragraphe F) des Règles et Méthodes comptables.

RSNF / AMWAJ : les travaux de clôture définitive avec le client ne progressent plus depuis le 4ème trimestre. Aucune régularisation des retards de paiements n'est enregistrée.

RSAF / MRTT 5 : les travaux de clôture définitive ne progressent pas.

RSADF et RSLF : les contrats OASIS 8, SLBS 4 et MILAN 5 sont clôturés avec, pour ce dernier, paiement du solde au début de l'année 2021.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation :

A la date d'arrêté des comptes, le Conseil d'administration estime que la Société sera en mesure de couvrir les besoins de financement de son activité prévue jusqu'au troisième trimestre 2022 sur la base des principaux éléments suivants :

- le niveau de la trésorerie nette au 31 décembre 2020, qui s'élève à 89.8 M€ ;
- l'encaissement de nouvelles échéances de la part de son client d'un montant total de 80 M€ en juin 2021 ;
- la révision du calendrier de paiement de ses fournisseurs industriels, actionnaires de la Société ;
- les prévisions de consommation de la trésorerie par l'activité de la Société sur l'exercice 2021 et le premier semestre 2022.

Des tests de résistance ("stress test") consistant à simuler des conditions économiques et financières extrêmes mais plausibles ont été menés afin d'évaluer la capacité de résistance de la Société à de telles situations notamment au regard de sa solvabilité.

Les projections de trésorerie réalisées à partir des hypothèses retenues permettent au Conseil d'administration de la Société de retenir le principe de continuité d'exploitation et d'arrêter les comptes de l'exercice 2020.

Il convient toutefois de noter que ces hypothèses comportent un certain nombre d'incertitudes et d'aléas susceptibles d'affecter ces projections, liés aux facteurs de risque suivants :

- l'impact futur de la crise sanitaire consécutive à la pandémie Covid-19 sur les capacités d'opérer de la Société, de ses fournisseurs et de son client unique, ainsi que sur le projet de cession du patrimoine immobilier ;
- le non-respect des engagements pris envers la Société par ses actionnaires en leur qualité de fabricants et fournisseurs industriels ;
- le non-respect des engagements pris envers la Société par son client, un Etat souverain membre du G20 ;
- la survenance de litiges avec des parties privées ou publiques autres que ceux d'ores et déjà identifiés sur l'ensemble des territoires d'opération de la Société.

Au-delà de son horizon de liquidité du troisième trimestre 2022, la Société aura besoin de fonds supplémentaires. Des mesures sont déjà mises en oeuvre par la Direction pour y parvenir.

- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre

Aucune modification n'a été effectuée en 2020 par rapport à l'exercice précédent dans les règles et méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels.

- Indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

A) IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES :

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés en fonction de la durée de vie prévue, en mode linéaire ou dégressif, selon le tableau ci-dessous :

	LINEAIRE DEGRESSIF	DUREE	
		FRANCE	ETRANGER
Études, logiciels informatiques	L	3 à 5 ans	3 à 5 ans
Constructions	L	20 ans	-
Agencements, aménagements et installations	L ou D	5 à 10 ans	3 à 10 ans
Matériel et outillage	L ou D	5 ans	5 ans
Matériel de transport	L	4 ans	3 ans
Matériel de bureau	L ou D	2 à 5 ans	5 ans
Matériel informatique	D	3 à 5 ans	3 à 5 ans
Mobilier de bureau	L	10 ans	5 ans
Matériels et équipements divers	L ou D	3 à 5 ans	3 à 5 ans

B) PARTICIPATIONS, AUTRES TITRES IMMOBILISES, VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT :

· Titres de Participation

La valeur d'inventaire a été déterminée en fonction de l'actif net des filiales et participations. Lorsqu'elle est inférieure à la valeur d'acquisition des titres, il est constitué une dépréciation. Au 31/12/2020 les titres de la filiale ARMINTEX ont été dépréciés à 100 %.

C) STOCKS :

A la clôture 2020, la société ODAS est propriétaire d'un stock de marchandises dont les perspectives de revente sont pour partie très incertaines. En conséquence il a été déprécié à hauteur de 7 544 K€.

D) CREANCES :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

E) OPERATIONS EN DEVISES :

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours des devises en fin d'exercice. La différence résultant de la conversion des dettes, créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "écart de conversion". Les pertes et gains latents sur créances et dettes en monnaies étrangères ont été pris en compte pour la détermination du résultat fiscal.

Les écarts de conversion sur disponibilités sont portés en pertes et gains de change.

F) RECONNAISSANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES :

Une analyse par contrat des conditions de livraison des produits ou de réalisation des prestations de services est réalisée afin de définir la méthode de reconnaissance du chiffre d'affaires.

Les principales options comptables retenues à ce titre sont détaillées ci-après :

La société peut être amenée à appliquer la méthode comptable dite à l'avancement pour la reconnaissance du revenu de certains contrats ou partie de contrats dès lors que les critères suivants sont remplis :

- Exécution du contrat sur plusieurs exercices ;
- Complexité significative de l'exécution du contrat (Recherche et Développement, réalisation pouvant être soumise à des aléas, difficulté d'approvisionnement...) ;
- Capacité de l'entreprise à suivre de façon objective l'avancement de la prestation au fur et à mesure de l'exécution réelle du contrat ainsi que sa marge à terminaison.

Si l'ensemble de ces critères sont remplis et que la méthode de reconnaissance du revenu à l'avancement reflète la meilleure vision économique qu'a la société, alors cette dernière est appliquée.

Après analyse par la société de ses contrats, cette méthode comptable est appliquée pour les contrats LEX et SFMC.

L'avancement est déterminé sur la base de l'avancement technique déclaré par les sous-traitants.

Les jalons de facturation définis contractuellement peuvent être décorrélés de l'avancement technique. De fait, les produits reconnus au titre des contrats long terme sont ajustés par la constatation de factures à établir ou de produits constatés d'avance.

Lorsque la marge estimée à terminaison est négative, la perte à terminaison est constatée immédiatement en résultat sous déduction de la perte déjà comptabilisée à l'avancement, et fait l'objet d'une provision.

A la clôture 2020, dans le cadre de l'estimation de la marge à terminaison, il a été procédé au calcul d'un pourcentage d'avancement global sur ces 2 contrats. L'analyse de la marge à terminaison du contrat LEX a conduit à la constatation d'une provision pour perte à terminaison de 495 000 €.

Assistance technique à régulariser

Pour les prestations d'assistance technique à régulariser, les produits et les charges afférents aux commandes correspondantes sont pris en compte dans l'exercice au cours duquel les commandes client sont signées.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Honoraires des Commissaires aux Comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes pour leur mission légale d'audit au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2020 s'élèvent à :

- 104 250 € HT hors frais et débours pour KPMG Audit.
- 26 606 € HT hors frais et débours pour RSM.

PRÉCISIONS SUR CERTAINS POSTES SPÉCIFIQUES DES ETATS FINANCIERS

Résultat Exceptionnel

Ce résultat résulte essentiellement d'opérations exceptionnelles :

- Les mouvements enregistrés en 2020 concernant le Plan Sauvegarde Emploi signé en 2019,
- Une provision pour pénalités fiscales d'un montant de 1 546 343 € et le règlement d'un contentieux pour 535 000 €.

REGIME D'INTEGRATION FISCALE DES GROUPES DE SOCIETES

Dans le cadre du régime d'intégration fiscale, ODAS est la Société Tête du groupe intégré qu'elle compose avec ARMINTEX.

La convention d'intégration entre la société du groupe prévoit qu'ODAS soit la seule redevable de l'impôt sur les sociétés dû par la filiale, et que cette dernière se trouve dans une situation comparable à celle qui serait la sienne si elle était imposée séparément.

Dans l'hypothèse où la filiale, après avoir été déficitaire, redevient bénéficiaire, elle peut imputer sur son bénéfice les déficits antérieurement subis, pour le calcul de l'impôt dû à la société mère qui rétrocède ainsi l'économie antérieurement réalisée.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Au titre du contrat SFMC, la Société a reçu du client en juin 2021 des paiements venant régulariser une échéance en retard.

2054 - Immobilisations

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 248 134		
Terrains	1 044 000		
Dont composants			
Constructions sur sol propre	7 656 000		
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.	190 731		
Install. techniques, matériel et outillage ind.	140		
Installations générales, agenc., aménag.	61 705		
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	1 895 993		28 164
Emballages récupérables et divers	46 175		
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	10 894 745		28 164
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	37 000		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	107 014		
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	144 014		
TOTAL GENERAL	12 286 893		28 164

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			1 248 134	
Terrains			1 044 000	
Constructions sur sol propre			7 656 000	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.			190 731	
Installations techn., matériel et outillages ind.			140	
Installations générales, agencements divers			61 705	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier		94 794	1 829 363	
Emballages récupérables et divers			46 175	
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	94 794		10 828 115	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			37 000	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		31 220	75 794	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		31 220	112 794	
TOTAL GENERAL		126 014	12 189 043	

2055 - Amortissements

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 225 955	9 912		1 235 868
Terrains				
Constructions sur sol propre	1 766 124	382 800		2 148 924
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.	111 915	18 803		130 718
Installations techniques, matériel et outillage industriels	140			140
Installations générales, agenc. et aménag. divers	56 241	2 831		59 072
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 738 851	80 385	94 704	1 724 532
Emballages récupérables, divers	30 723	4 075		34 797
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 703 993	488 894	94 704	4 098 183
TOTAL GENERAL	4 929 949	498 806	94 704	5 334 051

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	

FRAIS ETBL**AUT. INC.**

Terrains
 Construct.
 - sol propre
 - sol autrui
 - installations
 Install. Tech.
 Install. Gén.
 Mat. Transp.
 Mat bureau
 Embal récup.

CORPOREL.

Acquis. titre			
TOTAL			

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
---	------------------	---------------	-----------	----------------

Frais d'émission d'emprunts à étaler
 Primes de remboursement des obligations

2056 - Provisions et dépréciations

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges	1 862 000		1 712 000	150 000
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme		495 000		495 000
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change		1 569		1 569
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	27 988 056	23 378 259	27 978 689	23 387 626
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	29 850 056	23 874 828	29 690 689	24 034 195
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation		37 000		37 000
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours	7 544 280			7 544 280
Dépréciations comptes clients				
Autres dépréciations	24 994 000			24 994 000
DEPRECIATIONS	32 538 280	37 000		32 575 280
TOTAL GENERAL	62 388 336	23 911 828	29 690 689	56 609 475
Dotations et reprises d'exploitation		495 000	1 712 000	
Dotations et reprises financières		906 888		
Dotations et reprises exceptionnelles		22 509 940	27 978 689	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

2057 - Créances et dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	75 794	23 348	52 445
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	1 074 715 718	1 074 715 718	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	6 572	6 572	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	1 573 144	1 573 144	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	3 727 200	3 727 200	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	3 724 066	3 724 066	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	517 575	517 575	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	305 680	305 680	
Charges constatées d'avance	5 647 463	5 638 679	8 783
TOTAL GENERAL	1 090 293 211	1 090 231 982	61 229

Montant des prêts accordés en cours d'exercice

Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice

Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	20 757	20 757		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	1 367 132 702	1 367 132 702		
Personnel et comptes rattachés	2 397 846	2 397 846		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 080 772	2 080 772		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée				
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	3 757 387	3 757 387		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 687	1 687		
Groupe et associés	8 264	8 264		
Autres dettes	749 668 323	749 668 323		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	20 968 597	20 968 597		
TOTAL GENERAL	2 146 036 335	2 146 036 335		

Emprunts souscrits en cours d'exercice

Emprunts remboursés en cours d'exercice

24 200

Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

Eléments relevant de plusieurs postes de bilan

Rubriques	Entreprises liées	Participations	Dettes, créances en effets comm.
ACTIF IMMOBILISE			
Capital souscrit non appelé			
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles			
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles			
Participations		37 000	
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières			
ACTIF CIRCULANT			
Avances et acomptes versés sur commandes	27 160 635		
Créances clients et comptes rattachés			
Autres créances			
Capital souscrit appelé, non versé			
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités			
DETTES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes		8 264	

Produits à recevoir et charges à payer

Produits à recevoir

Créances	Montant
IMMOBILISATION FINANCIERES	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
CREANCES	
Créances clients et comptes rattachés	605 011 108
Autres	2 192 996
DISPONIBILITES	9 723
TOTAL	607 213 827

Charges à payer

Dettes	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	8 900
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	986 861 739
Dettes fiscales et sociales	6 938 909
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	49 728 706
TOTAL	1 043 538 254

Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance

Produits d'exploitation	Montant
Prestations de services export	3 504 466
Ventes de marchandises	17 464 131
TOTAL	20 968 597

Charges constatées d'avance

Charges d'exploitation	Montant
ACHATS	
Achats de marchandises	3 340 438
Petits équipements	
SERVICES EXTERIEURS	
Prestations services Export	1 792 944
Locations	32 624
Charges de copropriété	86 505
Entretien, maintenance	31 705
Primes d'assurances	322 076
Documentation	6 970
AUTRES SERVICES EXTERIEURS	
Honoraires	10 508
Frais postaux et Téléphone, Internet	5 078
Publicité, publications, relations publiques	
Déplacements, missions, visas	12 114
Abonnements	6 500
IMPOT, TAXES ET VERS.ASSIMILES	
TOTAL	5 647 463

Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	3 000 000			10
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Indemnités conventionnelles et primes de départ en retraite

Suite à l'accord collectif mettant en place un Plan de Sauvegarde de l'Emploi signé par la Société et l'Organisation Syndicale représentative le 29 mai 2019, il avait été constaté que la possibilité était ouverte pour ODAS de se faire restituer le fonds spécifique constitué pour couvrir les indemnités de fin de carrière de ses salariés.

Dans ce cadre et au titre de l'année 2020, ODAS a reçu une partie de ce fonds spécifique pour un montant de 1 258 625.68 €.

La valeur de clôture de ce fonds au 31 décembre 2020 est de 1 557 012,86 €.

Ventilation du chiffre d'affaires

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2020	Total 31/12/2019	%
MARCHANDISES		233 260 166	233 260 166	287 160 481	-18,77 %
SERVICES	402 800	57 997 890	58 400 691	247 003 963	-76,36 %

Le montant du chiffres d'affaires relatif
aux contrats à long terme (contrats LEX
et SFMC) est enregistré partiellement en
factures à établir, à l'actif du bilan, à
hauteur de :

Contrat SFMC : 289 375 939.23

Contrat LEX : 247 746 951.83

TOTAL	402 800	291 258 057	291 660 857	534 164 444	-45,40 %
--------------	----------------	--------------------	--------------------	--------------------	-----------------

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	Résultat avant impôts	Impôts	Net
Résultat courant	-19 390 733		-19 390 733
Résultat exceptionnel	-1 282 057		-1 282 057
Carry Back		-333 333	333 333
Impôt Etranger		2 114 190	-2 114 190
RESULTAT COMPTABLE AVANT INTEGRATION FISCALE DE LA FILIALE	-20 672 789	1 780 857	-22 453 646

INCIDENCE DE L'INTEGRATION FISCALE

Déficit fiscal ARMINTEX : -5 034

RESULTAT COMPTABLE APRES INTEGRATION FISCALE DE LA FILIALE	-20 672 789	1 780 857	-22 453 646
---	--------------------	------------------	--------------------

Variation des capitaux propres

Exprimé en €

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capital social		30 000 000
Réserve légale		3 000 000
Réserves statutaires ou contractuelles		10 800 000
Report à nouveau		-8 464 193
Résultat de l'exercice		-26 389 420
Provisions réglementées		
SOLDE		8 946 387
Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
Capital social		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Report à nouveau		26 389 420
Résultat de l'exercice	22 453 646	
Résultat de l'exercice n-1	26 389 420	
Provisions réglementées		
Dividendes versés		
Autres variations		
SOLDE		22 453 646
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		-13 507 259

Engagements de crédit-bail

Rubriques	Terrains	Constructions	Matériel outillage	Autres immobilisations	Total
VALEUR D'ORIGINE				69 264	69 264
AMORTISSEMENTS					
Cumul exercices antérieurs				55 464	55 464
Exercice en cours				4 830	4 830
TOTAL				60 294	60 294
VALEUR NETTE				8 970	8 970
REDEVANCES PAYEES					
Cumul exercices antérieurs				46 213	46 213
Exercice en cours				14 676	14 676
TOTAL				60 889	60 889
REDEVANCES A PAYER					
A un an au plus				5 876	5 876
A plus d'un an et moins de 5 ans				8 813	8 813
A plus de cinq ans					
TOTAL				14 689	14 689
VALEUR RESIDUELLE				8 970	8 970
Montant pris en charge ds exerc.				14 676	14 676

Engagements hors bilan

Rubriques	Montant hors bilan
-----------	--------------------

Effets escomptés non échus

Avals et cautions

Engagements en matière de pension

Autres engagements donnés

NEANT

TOTAL

Accroissements et allègements de la dette future d'impôts

Nature des différences temporaires	Montant
<u>Augmentations du résultat fiscal futur</u>	
Charges déduites et non encore comptabilisées	
Total des accroissements de la dette future d'impôts	0
<u>Diminutions du résultat fiscal futur</u>	
Charges non déductibles temporairement :	
Contribution sociale de solidarité	833 049
Provision PSE	20 141 555
Dépréciation titres ARMINTEX	37 000
Dépréciation situation nette négative ARMINTEX	868 319
Perte à terminaison LEX sur travaux non exécutés	495 000
Provision dépréciation des acomptes	24 994 000
Contentieux	150 000
Annulation de marge à l'avancement SFMC	11 165 691
Produits imposés et non encore comptabilisés :	
 Eléments à imputer :	
Déficit fiscal reporté en avant	4 678 889
Total des allègements de la dette future d'impôts	17 999 987

Rémunération des dirigeants

Information non fournie car aboutissant à une divulgation de rémunération individuelle

Exprimé en €

Rubriques	Total dirigeants	Organes		
		Administration	Direction	Surveillance

Engagements financiers
Engagements de retraite
Avances et crédits alloués
Rémunérations allouées

Conditions de prêts consentis au cours de l'exercice :

Remboursements opérés pendant l'exercice :

Effectif moyen

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
PERSONNELS SALARIES TITULAIRES D'UN CONTRAT DE TRAVAIL DE DROIT FRANCAIS		
CADRES :	65	
AGENTS DE MAITRISE :	9	
(PERSONNELS TITULAIRES D'UN CONTRAT DE TRAVAIL DE DROIT LOCAL : EFFECTIF MOYEN 36.58)		
TOTAL		74

Consolidation

Depuis 2017 ODAS publie des comptes consolidés. Le périmètre est constitué des sociétés suivantes, détenues à 100 % :

- ARMINTEX
- ANKA, société de droit saoudien.

Liste des filiales et participations

Filiales (plus de 50 %)	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Q.P Détenue	Val brute Titres	Val nette Titres	Prêts, Avances et Cautions	Chiffre d'Affaires	Résultat
ARMINTEX	37 000	-728 912	100%	37 000	0		0	-868 319
Participations (10 à 50%)	Capital	Capitaux propres	Q.P Détenue	Val brute Titres	Val nette Titres	Prêts, Avances et Cautions	Chiffre d'Affaires	Résultat
Autres Participations	Capital	Capitaux propres	Q.P Détenue	Val brute Titres	Val nette Titres	Prêts, Avances et Cautions	Chiffre d'Affaires	Résultat



Société anonyme au capital de 30 000 000 euros
Siège social : 339, bureaux de la Colline - 92213 SAINT-CLOUD
491 608 642 RCS NANTERRE

**ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE
du 23 septembre 2021**

**AFFECTATION DU RESULTAT
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2020**

SIXIEME RESOLUTION

Décision relative à l'affectation du résultat

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, décide sur proposition du Conseil d'Administration, d'affecter la perte de l'exercice clos le 31 décembre 2020, d'un montant de :
-22.453.646,21 euros, au poste « report à nouveau », portant celui-ci de -34 853 612,90 euros à -57.307.259,11 euros.

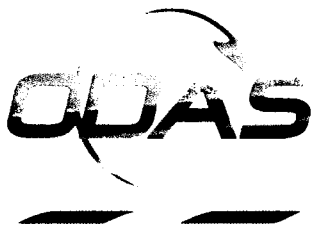
L'Assemblée Générale prend acte que, compte tenu de cette affectation, les capitaux propres s'élèvent à -13.507.259,11 euros et demeurent inférieurs à la moitié du capital social d'un montant de 30.000.000 d'euros.

L'Assemblée Générale constate, conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, qu'il n'a pas été distribué de dividendes au titre des trois derniers exercices.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

Daniel Argenson
Président-Directeur Général



Greffe du Tribunal de Commerce
de Nanterre

4 rue Pablo Neruda

92020 NANTERRE CEDEX

Saint-Cloud, le 29 septembre 2021
référence : 025/21/DJ
Recommandé AR n°1A 165 547 8904 9

Objet : Dépôt des comptes annuels et consolidés de l'exercice clos le 31.12.2020

Monsieur le Greffier,

Nous vous prions de trouver sous ce pli, aux fins de dépôt, les documents suivants relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020 :

En un exemplaire certifié conforme par le Président-Directeur Général :

- les comptes annuels 2020 (bilan, compte de résultat et annexe),
- la résolution d'affectation du résultat prise par l'AGOA du 23 septembre 2021,
- les comptes consolidés 2021

Ainsi qu'un exemplaire :

- du rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels,
- du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés,

Nous vous remercions de bien vouloir nous adresser en retour le récépissé de dépôt d'acte.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Greffier, l'expression de nos salutations distinguées.



N. ADNET
Direction Juridique

PJ : 1 chèque à l'ordre du Greffe de 90,40€